



du CSA EA du
11 juin 2024

Par vos
représentant.es de **L'élan
commun**

Urgences pour la démocratie et le Service Public : l'Elan Commun répond présent !

C'est dans un contexte politique qui a basculé dimanche 9 juin au soir, que s'est tenu le CSA EA du 11 juin : un CSA de reprise après 8 mois de boycott de l'instance pour cause de conflit social. Face aux menaces qui pèsent sur notre pays, sur nos institutions, notre système éducatif public, l'Elan commun n'aura de cesse de répéter son attachement aux valeurs de la république et jamais il n'aura de cesse de lutter contre l'extrême droite et contre toutes les formes de discriminations, de racisme, contre toutes atteintes à notre liberté. [voir la suite ici de la déclaration liminaire](#). Aux interpellations de l'Elan Commun et des autres organisations syndicales, la DGER a reconnu les difficultés de la période et a tenu à rappeler son engagement ferme concernant la transmission des valeurs de la République en indiquant la **réunion prochaine d'un GT sur l'EMC**. Elle a également précisé que si le processus de l'étude par le Parlement de PLOAA était à l'arrêt, les échanges, débats, projets sauront être pertinemment être réutilisés.

EFFECTIFS DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

La dynamique des effectifs de l'enseignement agricole essentiellement portée par les effectifs de l'apprentissage nous interroge. Aucun contrôle financier et pédagogique n'a été mis en place par les services de la DGER. Les résultats de Qualiopi pointent un manque d'accompagnement auprès des centres et apprenti.es. Le dispositif interministériel "Insert jeunes" qui est aussi un outil d'information à destination des jeunes et des familles est encore balbutiant : de nombreuses formations de nos établissements publics sont absentes. S'agissant des effectifs en BTSA qui sont en baisse dans la voie scolaire, nous répondons que le "bac + 3" ou le "BTSA+1" en projet dans le Pacte et Loi d'Orientation d'Avenir Agricole (PLOA) n'est pas la réponse au manque d'attractivité de nos BTSA, pas plus que la semestrialisation. L'Elan commun réitère sa demande sur la nécessité de mettre en place des moyens sur l'accompagnement des Bac Pro en BTSA et demande la tenue d'un groupe de travail sur l'avenir des BTSA et pas uniquement les BACHELOR "Agro".

DGH RÉGIONALES

La DGH pédagogique pour 2024 se maintient par rapport à celle de 2023, elle augmente même dans certaines régions et 5 formations vont ouvrir dans le public à la rentrée 2024. Nous pourrions nous en féliciter mais il n'en demeure pas moins que certaines régions connaissent des déséquilibres très forts entre le public et le privé ! Nous ne devons pas rester dans la culture du renoncement sur les ouvertures/fermetures ! Nous demandons à poursuivre le travail de réflexion sur la DGH pédagogique et optionnelle. Un GT autour de la médecine scolaire va également être organisé.

FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANT.ES

Nous alertons sur l'augmentation des formations en distanciel des personnels de l'enseignement et sur des temps de formation de plus en plus uniquement dédiés à la mise en place des réformes. Ce temps de formation est chronophage et réduit celui sur d'autres domaines comme par exemple l'accompagnement à la transition écologique. La formation continue "hybride" ne doit pas s'inscrire dans une vision budgétaire. Enfin, nous dénonçons le comportement abusif de certain.es chef.fes d'établissement sur "l'obligation" de formation. Nous rappelons que la formation continue est un "droit" ! Nous insistons sur la mise en place de sessions complémentaires durant l'année pour la formation

obligatoires des nouveaux et nouvelles AESH (60h). Aux besoins de formations aux missions de lecteur-assistant-scripteur, la DGER a reconnu la nécessité de tenue du GT sur le sujet.